



**COMMUNIQUE DE PRESSE N°...006/OLUCOME/09/2016 PORTANT SUR LA COLLECTE ILLEGALE DES FRAIS DE SECURITE PAR DES JEUNES UTILISANT LES RECUS AYANT LE CACHET DE LA COMMUNE NTAHANGWA.**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est profondément inquieté par la collecte illégale des frais de sécurité effectuée par des jeunes dont certains qualifient d'Imbonerakure dans les zones de Buterere, Kinama et Kamenge de la Commune Ntakangwa en Mairie de Bujumbura d'après les plaintes reçues par l'Observatoire. Ces frais sont collectés dans les dites zones depuis le mois de janvier 2016 et les reçus donnés si les concernés les demandent portent le sceau de la commune de Ntakangwa.
2. Selon les mêmes informations que détient l'Observatoire, le propriétaire de la parcelle paie obligatoirement mille francs burundais (1000 Fbu) par mois et chaque locataire doit payer 500 Francs burundais par mois. Il arrive même qu'un ménage d'un locataire abritant trois transporteurs des personnes par vélos communément appelés taxis vélos paient mensuellement chacun d'eux mille Francs burundais. Ces jeunes collecteurs expliquent la population de ces zones de temps en temps que ces frais sont utilisés pour supporter ces jeunes soit disant qui lui assurent la sécurité. Le nombre d'habitants de ces dites zones de la Commune Ntakangwa est estimé pour le moment à 250 000 soit 62 500 ménages de 4 personnes en moyenne, ce qui amène l'Observatoire à estimer qu'un montant moyen de 375 000 000 fbu a été déjà collecté sur 8 mois en faveur de ces jeunes privilégiés.
3. Ces fonds ne sont pas versés dans les caisses de la commune de Ntakangwa car les communes de la Municipalité de Bujumbura n'ont pas encore obtenu les prérogatives de collecte des taxes, impôts, ou autres fonds d'autant plus également que cette activité est faite aujourd'hui par la Mairie de Bujumbura. De plus, toute collecte de fonds par la commune doit être régie par des lois. Or, jusqu'à l'heure où nous sommes, il n'existe aucune loi qui autorise la collecte de ces frais de sécurité.
4. L'OLUCOME se demande où va cet argent et pour quelle fin alors que la population elle-même contribue tant qu'elle le peut pour aider les policiers et les militaires dans certains cas à assurer la sécurité de leur localité. De plus, l'Etat burundais reconnaît légalement que ce sont seules les forces de l'ordre qui sont les garants de la sécurité de toute la population et qui sont payées pour cette activité par la même population à travers les impôts et taxes qu'elle paie à l'Office Burundais des Recettes (OBR).
5. Cette situation rappelle l'Observatoire ce qui s'est passé sous les régimes du Président Pierre Buyoya, et Président Sylvestre Ntibantunganya au cours desquels

il y avait trois groupes des jeunes notamment les gardiens de la paix, les sans échec et les sans défaite. Ces derniers contrôlaient tout de façon qu'à cette époque on pourrait dire qu'ils avaient remplacés les caissiers Communaux, les forces de défense et de sécurité. Après ce comportement illégal de ces jeunes soutenus par le Gouvernement, ce dernier a pris la mesure d'instaurer un impôt dénommé « effort de guerre » qui était même payé par les entreprises publiques et privées.

6. Actuellement, ces frais de sécurité sont perçus au moment où les citoyens burundais vivent l'extrême pauvreté et continuent à payer les impôts et taxes aux communes de l'intérieur du pays, de la Mairie de Bujumbura et à l'OBR. L'Observatoire rappelle que le Burundi est le pays le plus pauvre de la planète selon le classement du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015 avec un PIB de 315.2 USD par habitant. Aujourd'hui, certains citoyens mangent une fois les deux jours. La situation étant ainsi, l'OLUCOME demande avec insistance au Gouvernement en place d'arrêter cette collecte des frais de sécurité dans ces zones de la Commune Ntakangwa et ailleurs où cette action pourrait ou a pu être importée d'une part et de ne jamais envisager d'institutionnaliser les frais de sécurité à l'instar de ce qui s'est passé aux régimes passés.

**VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORRUMPUS CAR LA  
CORRUPTION EST UN CANCER POUR L'ETAT ET UNE PERTE POUR LA  
NATION.**

Fait à Bujumbura, le 06/09/2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

